

Faire du communisme le mouvement de progrès social du 21^{ème} siècle

Jérémy Roggy

Adhérent de la fédération PCF de la Haute-Vienne (87).

À la lecture des différents textes soumis au vote des communistes du 4 au 6 Octobre 2018, mon vote ira finalement pour le texte « Le communisme est la question du 21^{ème} siècle », proposition de base commune à laquelle j'apporte un soutien critique. Dans cette contribution, je tiens à faire part de mes principales critiques qui expliquent mon vote pour ce congrès extraordinaire.

Clairement, le communisme n'a rien à voir avec une quelconque forme de social-démocratie radicalisée. En ce sens, l'abandon des notions de « 99% » et de « communs » par la base commune du Collectif national est un progrès idéologique et politique notoire. Plus spécifiquement, les thèses centrales de ce texte reprennent et appuient ce qui est le cœur des combats communistes de ce nouveau siècle : libertés et démocratie au travail, féminisme, écologie, paix et solidarités. Également, les thèses 34 à 48 vont véritablement à contre-sens d'une logique social-démocrate radicalisée. Faire du PCF un parti construit sur des bases de classe, ayant un rôle d'avant-garde et tourné vers le monde du travail, y est clairement assumé comme objectif politique. L'appui renouvelé aux organisations de jeunesse du mouvement communiste (MJCF, UEC) va dans ce sens politique nécessaire pour faire rayonner le communisme dans le monde du travail et la société.

En outre, cette proposition de base commune permet une réelle possibilité d'amendement avec sa structuration en thèses, qui permet une meilleure identification des sujets qui sont mis au débat des communistes. Cela est également le cas pour les fenêtres de débats « Bilan », « Stratégie » et « Direction nationale » : alors que les deux premiers textes alternatifs critiquent ouvertement la présence de telles fenêtres de débats, elles sont au contraire nécessaires. D'une part, les constats présentés dans ces fenêtres reflètent les débats qui traversent le PCF depuis de nombreuses années, y compris au sein de sa direction nationale. D'autre part, les propositions de bilan et de stratégie suggérés par les deux principaux textes alternatifs ont le défaut majeur de se positionner systématiquement en porte-à-faux à la France Insoumise, au lieu d'affirmer le rapport au monde du travail d'aujourd'hui.

Les bilans apportés sur la période récente sont partiels et partiaux pour porter des démarches politiques antagonistes : le texte « Pour un printemps du communisme » (TA n°1) prône le rapprochement avec la FI, le texte « Pour un Manifeste du Parti communiste du 21^{ème} siècle » (TA n°2) suggère une autonomie du PCF eu égard à cette formation au profit d'organisations plus traditionnelles. Trop vouloir positionner le PCF par rapport à une autre organisation quelle qu'elle soit, c'est une erreur d'appréciation politique qui empêche d'élaborer pleinement un projet politique révolutionnaire pour le monde du travail, en lieu et place d'un projet en opposition ou en adéquation avec une autre formation politique. L'accent mis sur le rapport du PCF face à la France Insoumise, pour arguer celui-ci ne rend pas notre positionnement clair, ne fait que créer des oppositions artificielles entre communistes.

Cela se ressent dans le contenu de ces propositions de base commune : il est déplorable de constater une opposition factice entre salaire à vie (TA n°1) et sécurité emploi-formation (base commune du Collectif national et TA n°2), alors que débattre librement de ces propositions ne signifie pas pour autant soutenir une proposition de base commune en particulier. Plus largement, cela est symptomatique d'une problématique non résolue au sein de notre parti : loin de rompre avec les logiques de chapelles initiées au début des années 1990 avec la suppression du centralisme démocratique, le processus actuel de congrès ne fait que les renforcer en enfermant au sein de différents courants des désaccords politiques légitimes, en nourrissant des logiques de réseaux informels en opposition plus ou moins régulière avec la direction nationale du PCF.

Qui plus est, il est assez marquant de constater que, sous le prétexte de l'innovation politique, les principaux textes alternatifs ne font en fait que reprendre des analyses et des propositions déjà existantes au sein du PCF. La question des libertés au travail (TA n°1 – p.44 ; TA n°2 – p.71) est un débat qui traverse l'ensemble du mouvement communiste et du mouvement social : les analyses reprises par le TA n°1 ne sont pas nouvelles au PCF, et le TA n°2 ne fait que reprendre des propositions existantes comme la Sécurité emploi-formation. Sur les questions européennes, le TA n°2 (pp. 74-75) fait de même en reprenant les propositions existantes du PCF : réorientation du rôle de la BCE, coopérations solidaires, démilitarisation du continent et sortie de l'OTAN. En outre, l'affirmation « nous refusons de céder aux sirènes du fédéralisme » posée par le TA n°2 semble ignorer que l'ensemble des communistes, peu importe leurs désaccords, sont contre le fédéralisme et que le PCF n'a jamais été en faveur de l'intégration européenne imposée par les forces libérales.

Considérer l'affaiblissement du PCF comme le résultat « des choix politiques initiés par nos principaux dirigeants » (TA n°2) est contestable : les choix de la direction nationale du PCF ne se résument pas à quelques dirigeants qui décideraient de tout, mais à tous les membres de la direction nationale qui dans leur ensemble n'ont pas été en mesure de s'accorder ces dernières années sur des propositions politiques et des choix stratégiques ayant vocation à devenir la décision majoritaire des militants communistes. Il convient plus largement de rompre avec cette démarche politique qui consiste à affirmer que notre Secrétaire national est le principal, voire le seul, responsable des échecs récents du parti, quand la direction nationale du PCF est en cause dans son ensemble et qu'il est trop aisé de se défaire de ses propres responsabilités et choix politiques.

Le véritable enjeu politique n'est pas notre rapport à la France Insoumise ou toute autre organisation social-démocrate, mais le rôle du PCF dans le monde du travail et l'adéquation de son projet révolutionnaire pour le 21^{ème} siècle. En ce sens, le manque d'approche critique et nuancée dans les deux premiers textes alternatifs sur les expériences communistes du siècle passé constitue un véritable frein politique. En outre, si la crise de 2008 a certes fait voler en éclat le récit de la « fin de l'histoire », cela n'amène pas à faire automatiquement du communisme un projet qui attire. Le rejet de la notion d'avant-garde par le TA n°1 empêche de penser la mise en place d'une politique de cadres exigeante, et la lecture apportée sur les « 21 conditions » comme le centralisme démocratique est profondément anachronique. Quant au TA n°2, l'approche étagée qui en ressort est profondément idéaliste (pp. 69 – 70), et elle nous

consacre à la défaite dans un contexte de mutations économiques rapides imposées par les capitalistes à tous les échelons, de l'entreprise jusqu'au niveau mondial.

Les échecs du « socialisme réel » au même titre que les victoires du mouvement communiste en France depuis 1920 doivent nous interroger de manière plus poussée sur la question de la prise du pouvoir en temps de paix, sur les pressions exercées par des intérêts plus ou moins opposés à un projet révolutionnaire, sur la place prise par le PCF dans un système multipartidaire pluraliste réellement démocratique. La République sociale, à laquelle la Vème République doit laisser sa place si nous accédons au pouvoir d'Etat, ne doit pas être une république de libertés et d'égalités formelles et encore moins une parodie de démocratie. Nous devons nous interroger plus largement sur les rôles des institutions, des administrations, du mouvement social, de la lutte des classes à l'œuvre, de la place des services publics et du secteur privé dans la France du 21^{ème} siècle, dans une France communiste du 21^{ème} siècle.

Notre pays présente des conditions objectives qui peuvent nous permettre de développer un projet de société communiste dans un cadre de paix : l'attachement populaire aux conquêtes sociales et aux libertés, les aspirations croissantes au développement des libertés et de la démocratie au travail et dans la société, la critique croissante d'un système politique présidentialisé ponctuellement démocratique, l'élévation croissante du niveau de formation ainsi qu'un mouvement féministe vivace et en renouvellement.

Le PCF n'a pas vocation à être une force d'appoint de la social-démocratie, ni à être un parti de témoignage. Un parti révolutionnaire, une institution politique, cela apporte un cap dans un contexte de crise. Si les rapports de force actuels ne sont pas en faveur de notre parti et du monde du travail, nous devons continuer de mener patiemment et résolument les combats nécessaires pour permettre dès aujourd'hui des victoires pour et avec le monde du travail. Le PCF est capable de se renouveler sans renoncer à la structure parti ni oblitérer son passé. Plus que jamais, saisissons ce congrès extraordinaire pour faire de notre parti l'institution de progrès social incontournable pour le monde du travail et la société !